

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami dit que 907 000 emplois ont été créés depuis la venue au pouvoir du gouvernement. Il a raison. Et cela s'est fait sans accord de libre-échange. Il a encore raison. Ne pense-t-il pas que le Canada devrait essayer de faire encore mieux?

M. Broadbent: Oui. Voilà pourquoi vous ne voulez pas en ce moment d'accord de libre-échange avec les États-Unis.

M. Mulroney: Je ne voulais pas provoquer une crise cardiaque ici, monsieur le Président.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Prenez garde, cela pourrait nuire à votre popularité.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Peut-être le très honorable premier ministre pourrait-il répondre à la question.

M. Mulroney: Je serai heureux de m'y efforcer, monsieur le Président.

Dans cette optique, le Conseil économique du Canada—ce très impartial centre national de réflexion et recherche économiques—a déclaré qu'à son avis 350 000 emplois pourraient être créés.

Nous avons dans notre pays un important problème de disparités, car par exemple dans la ville de mon honorable ami, le taux de chômage est inférieur à 5 p. 100 alors qu'il atteint 20 p. 100 ailleurs. Ce qu'il nous faut, c'est un accord de libre-échange pour assurer une plus grande équité, une plus grande égalité de chances économiques pour tous les Canadiens. Nous ne voulons pas de concentration des richesses dans une seule région, même si sa croissance nous fait plaisir. Nous voulons que ces richesses soient partagées d'un bout à l'autre du pays, de Vancouver à Terre-Neuve. Un accord général de libre-échange ferait réaliser cela. Voilà pourquoi nous le recherchons avec courage, perspicacité et vigueur depuis deux ans.

M. Broadbent: Monsieur le Président, j'ai eu un commentaire de cinq minutes sur le préambule et pas de réponse du tout à la question.

M. le Président: Cela fait voir le grand danger des longs préambules.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le député voudrait-il poser sa question?

[Français]

M. Broadbent: Comme on le dit à Oshawa, vous avez raison, monsieur le Président!

[Traduction]

LA POSSIBILITÉ D'UNE RENCONTRE DU PREMIER MINISTRE ET DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, on a évoqué aux États-Unis cette possibilité que les complexes

entretiens qui ont eu lieu entre M. Reisman pour le Canada et son homologue américain soient mis de côté en faveur d'un règlement politique de dernière heure entre le président américain et le premier ministre du Canada avant le 5 octobre—est-ce sérieusement envisagé, monsieur le Président? Est-ce que le premier ministre envisage oui ou non une réunion au sommet avec le président américain?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai dit hier, et l'ambassadeur Reisman l'a dit à nouveau au nom du gouvernement canadien, que la balle était dans le camp américain. Nous avons fait tout ce que nous avions à faire. Nous avons indiqué et très clairement énoncé notre position sur toutes les questions en suspens. Nous estimons, comme l'ambassadeur Reisman l'a bien précisé, qu'une réponse s'impose d'urgence du côté américain. Voilà pourquoi, faute de cela, il a suspendu les négociations. Je pense qu'il serait inopportun en ce moment et peut-être nuisible au moment où je vous parle que le président et moi ou qui que ce soit d'autre intervienne à ce niveau-là.

LES CONSÉQUENCES DE L'IMPASSE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le président, le 5 octobre approche rapidement et le premier ministre le sait. Les négociateurs des deux côtés ont déclaré, sauf erreur, que les Américains voulaient débattre de l'industrie de l'automobile, de l'expansion régionale et de la politique culturelle, ce qui entraînerait d'énormes conséquences compliquées et sûrement négatives pour le Canada. Le premier ministre nous assurera-t-il qu'il n'y aura pas à la dernière minute un accommodement politique négocié entre lui-même et le président des États-Unis sur ces importantes questions, car un pareil accommodement à ce stade-ci ne pourrait être conclu qu'en désespoir de cause et être préjudiciable pour l'avenir du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est là une politique bien typique du NPD. Dans la question précédente le député néo-démocrate me demandait de m'entretenir avec le président et dans sa dernière question il disait: «Quoi que vous fassiez, ne le faites pas!»

M. Broadbent: C'est faux. Commencez donc à écouter les questions.

M. Mulroney: C'est d'une logique typique.

Mon ami a parlé de l'industrie automobile. M. l'ambassadeur Reisman a dit nettement que la question n'a jamais été soulevée, en dépit des remarques fort malicieuses de M. Bob White qui est censé être un chef syndicaliste canadien. Les journalistes pourraient peut-être aussi signaler qu'il est également vice-président de l'organisation nationale du NPD.